Alessandro STANZIANI, *Les métamorphoses du travail contraint. Une histoire globale (XVIII^e-XIX^e siècles)*

Ferruccio Ricciardi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/13580>

DOI : 10.4000/histoiremesure.13580

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2020

Pagination : 262-266

ISBN : 978-2-7132-2842-1

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Ferruccio Ricciardi, « Alessandro STANZIANI, *Les métamorphoses du travail contraint. Une histoire globale (XVIII^e-XIX^e siècles)* », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXV-2 | 2020, mis en ligne le 31 décembre 2020, consulté le 06 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/13580> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.13580>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juin 2022.

© Éditions de l'EHESS

Alessandro STANZIANI, *Les métamorphoses du travail contraint. Une histoire globale (XVIII^e-XIX^e siècles)*

Ferruccio Ricciardi

RÉFÉRENCE

Alessandro STANZIANI, *Les métamorphoses du travail contraint. Une histoire globale (XVIII^e-XIX^e siècles)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020 (328 p.)

- 1 Au cours des dernières décennies, l'histoire du travail a revisité ses catégories fondamentales en adoptant une approche globale qui lui a permis d'étendre ses frontières temporelles, sa géographie et ses thèmes, dans une tentative de « provincialisation » d'un récit excessivement euro-centrique, tout en soulignant la multiplication et la coexistence des régimes de travail. En particulier, l'historiographie sur le travail forcé a rejeté la lecture binaire de l'histoire du travail fondée sur l'opposition entre travail libre et travail non libre. Si ces deux formes de travail ont été considérées comme faisant partie d'une seule et même trajectoire au sein de l'économie politique du capitalisme, il est désormais reconnu qu'il n'y a pas de *continuum* historique, ni de transition nécessaire d'un régime de travail à l'autre. En d'autres termes, il n'y a pas de chemin linéaire et inévitable de l'esclavage à la liberté du travailleur ou, inversement, de l'autonomie à la contrainte¹.
- 2 Le dernier ouvrage d'Alessandro Stanziani, fruit d'un travail pluri-décennal qui s'appuie sur une documentation foisonnante conservée dans plusieurs sites archivistiques dispersés aux quatre coins du monde (de Moscou à Aix-en-Provence, de Londres à l'île Maurice), s'inscrit à plein titre dans ce courant d'études². Il part du postulat que l'histoire du travail contraint ne peut être comprise que par rapport à l'histoire du travail libre et vice versa, car chaque époque et chaque contexte offrent des définitions différentes de la liberté et de la non-liberté au travail. De là, il pose un

défi historiographique majeur qui consiste à tenir ensemble l'histoire coloniale et l'histoire européenne et occidentale du travail entre les XVIII^e et XIX^e siècles, alors même que les spécialistes des deux champs s'ignorent mutuellement. Une interrogation qui déborde les limites du débat scientifique, car, par exemple, « dès l'origine, l'État social [occidental] est conçu comme un projet national duquel les colonies sont exclues. C'est là une clé essentielle pour comprendre pourquoi critiques et partisans de l'État social peuvent se joindre lorsqu'il s'agit de limiter l'immigration » (p. 16).

- 3 En mobilisant les acquis de la *global labour history*, A. Stanziani s'emploie à montrer les liens – souvent méconnus – entre marins, journaliers agricoles et travailleurs immigrés en contrat de servitude opérant dans les colonies (lesdits engagés et *coolies*), entre serfs russes et salariés européens, entre esclaves affranchis et apprentis, entre *servants* anglais, domestiques français et travailleurs coloniaux, le dénominateur commun étant la condition (variable) de dépendance *via* la coercition.
- 4 Tout d'abord, le phénomène du servage russe (chapitre 1) sert à l'auteur de miroir pour repenser le rapport des Européens – des philosophes aux réformateurs sociaux – à la liberté et à la contrainte au travail. Il existe dans ce sens une ligne de continuité entre les prolétaires du monde occidental et les serfs russes, dans la mesure où, en Russie comme en Europe ou aux États-Unis, le débat au sein des élites tourne autour d'un contrôle plus strict du travail pour accroître la productivité, et dont la figure du panoptique de Bentham est l'emblème. Ce qui n'empêche ni la croissance économique (grâce à l'intensification du travail *via* les corvées) ni un certain dynamisme social (comme l'émancipation des serfs avant l'abolition officielle du servage).
- 5 Un autre domaine où l'on assiste au recours systématique à la coercition, tant dans le recrutement que dans l'activité quotidienne, est celui des marins (chapitre 2), dont les contrats, les statuts juridiques et les conditions de vie les rapprochent des immigrés transocéaniques (engagés, esclaves, etc.). Que ce soit par la conscription, la fraude, le kidnapping ou le recrutement forcé, les marins au service des empires maritimes (notamment britannique et français) font l'objet d'une mise au travail dans des conditions souvent vexatoires, auxquelles ils parviennent à échapper par la désertion ou bien par des formes d'accommodement avec le marché qui passent par l'exercice de la pluriactivité (nombreux sont les marins-agriculteurs par exemple).
- 6 Les marins ne constituent pas pour autant une exception, car d'autres groupes (notamment les domestiques et les journaliers agricoles) sont également soumis à des formes extrêmes de dépendance. Ainsi, le chapitre 3 s'intéresse aux contours dudit « travail libre » en Europe entre les XVIII^e et XIX^e siècles. Le travail libre est soumis à des formes de répression assez importantes et peut faire l'objet de poursuites pénales, la contrainte étant assurée soit par le contrat et les lois sur les pauvres (au Royaume-Uni), soit par le biais du livret ouvrier et de la lutte contre le vagabondage (en France). Les idées reçues opposant le libéralisme du Royaume-Uni au corporatisme de la France sont ici battues en brèche, en reliant notamment les effets de la structuration du marché à l'effectivité des dispositifs de contrôle de la main-d'œuvre. Ainsi, au Royaume-Uni l'absence d'un marché du travail concurrentiel se couple avec les institutions répressives des droits des travailleurs (du *Master and Servant Act*, qui associe les salariés à des domestiques prestataires de services, aux *workhouses* destinées aux pauvres et aux vagabonds). En France, la segmentation du marché du travail (qui se concrétise dans l'extension de la pluriactivité et dans la figure de l'ouvrier-paysan) va de pair avec le recours aux outils de contrôle de la mobilité des travailleurs qui renforcent la

dépendance et auxquels échappent seulement les ouvriers bénéficiant d'un contrat de louage d'ouvrage.

- 7 Le chapitre 4 propose une relecture de l'évolution du mouvement abolitionniste au Royaume-Uni et en France, tout en mettant en cause l'idée d'une véritable rupture sanctionnée par la libération de millions d'esclaves dans les colonies des deux empires respectivement en 1833 et 1848. Non seulement des formes déguisées d'esclavage persistent (pour mettre au travail les anciens esclaves afin d'obtenir leur « évolution morale »), mais le phénomène de l'esclavage devient une référence incontournable aussi pour la fabrication des institutions du travail en Europe. Des deux côtés de la Manche, on a tendance à rapprocher la condition des travailleurs salariés et des apprentis à celle des esclaves. C'est ainsi que le débat sur la réforme du travail rejaillit sur le débat sur l'abolition de l'esclavage, et vice versa. Les anciens esclaves des colonies britanniques sont soumis à des contrats d'apprentissage transitoires avant leur émancipation définitive, contrats qui les lient à leurs anciens maîtres, qui plus est par le biais des pénalités et de l'endettement. Cela suggère à la *New Poor Law* (1834) de remplacer l'assistance par la mise au travail, l'incitation économique n'étant pas suffisante à la maximisation des rendements au travail. Parallèlement, les commissions sur l'esclavage et sur le travail salarié mises en place quelques années plus tard en France sous la Deuxième République traitent du « droit au travail » au sens large, alors que la déclinaison des droits dans les colonies françaises est beaucoup moins favorable aux travailleurs affranchis.
- 8 La porosité entre travail libre et travail contraint est bien résumée par la condition de ces travailleurs immigrés, d'abord Indiens, puis Africains, qui affluent en masse dans les plantations de sucre de l'île Maurice et de l'île de la Réunion après l'abolition de l'esclavage par les autorités britanniques et françaises (chapitre 5). Les contrats d'*indenture* et d'engagement s'inspirent sous certains aspects du fonctionnement des dispositifs européens de louage de service, de domesticité et aussi d'apprentissage, et ils interagissent avec des formes locales de dépendance comme l'asservissement par dette. Dans des situations pointées pour leur violence, et où les droits des travailleurs sans cesse bafoués (comme en témoignent les litiges de travail qui, dans la plupart des cas, sont favorables aux employeurs), la fuite, la désertion ou l'absentéisme constituent les seuls moyens de défection, en jouant notamment sur la concurrence entre petits et grands producteurs.
- 9 Si l'abolition du servage et de l'esclavage tout au long du XIX^e siècle entraîne, entre autres, des mouvements massifs de population et des bouleversements économiques majeurs à l'échelle mondiale, la légitimité du travail libre n'est pas pour autant actée, que ce soit dans la Russie tsariste, dans les États-Unis déchirés par la guerre civile ou bien dans la « vieille » Europe (chapitre 6). C'est ainsi que, d'après A. Stanziani, les conséquences de la fin de l'esclavage dans la « périphérie » du monde (notamment les territoires coloniaux) se réverbèrent aussi dans la métropole, où voient le jour de premières mesures en direction d'un État social (abolition des sanctions pénales liées à la rupture du contrat de travail, responsabilité objective de l'employeur pour accidents et maladie, etc.), sanctionnées par l'émergence du *nouveau* contrat de travail.
- 10 L'accent sur l'essor de l'État social en Europe permet à l'auteur de souligner l'écart qui en même temps se creuse avec les colonies, en prenant comme exemple le cas de l'Afrique-Équatoriale française (chapitre 7). Ici, plusieurs interprétations dudit « travail libre » se confrontent (tout en l'assimilant au louage de service, à l'engagisme ou à un

simulacre de contrat de travail) et des formes déguisées de travail forcé perdurent, dans une situation marquée par les violences perpétrées à l'encontre de la population autochtone par les milices françaises en connivence avec les sociétés concessionnaires et la multiplication des formes de contrainte au travail (livret ouvrier, pénalités en cas d'absentéisme ou désertion, etc.), alors que les quelques mesures de protection envisagées sont systématiquement enfreintes.

- 11 En dépit des interprétations traditionnelles (libérales et marxiennes) sur la nature du capitalisme, cet ouvrage montre que le travail contraint, dans ses multiples déclinaisons, en est consubstantiel. Le contrôle de la mobilité (et aussi de l'immobilité) est un des enjeux principaux caractérisant ce régime spécifique de travail. La production (ou la négation) de droits en est un autre. D'une part, on a affaire à une nébuleuse de situations qui rendent compte des tensions existant autour de la question de la mobilité concernant une population très hétérogène de travailleurs que Yann Moulier Boutang a qualifiée de « salariat bridé³ ». La contrainte s'opère aussi bien pour favoriser la mobilité des travailleurs (esclaves, immigrés, engagés, marins, etc.) que son immobilisation (domestiques, journaliers agricoles, serfs, salariés, etc.). Or, si la mise en relation de ces phénomènes (souvent lointains) est ici développée, on voudrait parfois en savoir un peu plus sur les vecteurs, les hybridations et les croisements qui les caractérisent (par exemple comment le livret ouvrier circule entre métropole et colonie, ou la façon dont certains dispositifs contractuels traversent les espaces et le temps). D'autre part, l'octroi de droits et de formes de protection, quoique de manière réduite, permet également de caractériser le régime du travail contraint. S'il est vrai que les travailleurs coloniaux sont largement exclus de premières formes de protection sociale destinées aux travailleurs « nationaux » en Europe, l'adoption d'une notion standard de *welfare* risque de ne pas considérer – ou de sous-estimer – les formes locales et situées de cette protection (par exemple les nombreuses formes de paternalisme et de clientélisme), qui articulent de manière singulière la coercition à la dépendance. Ceci étant, le lien établi entre l'essor de l'État social européen et sa négation dans les colonies constitue un apport inédit au débat historiographique qui mérite sans doute d'être creusé.
- 12 Pour conclure, on mesure toute l'importance d'une proposition intellectuelle originale et intrigante qui bouscule les a priori de l'historiographie du travail, à commencer par le fait que la relation salariale ayant forgé le régime de travail dans le Nord comme dans le Sud du monde répondrait moins à une logique marchande qu'à une logique de la contrainte.

NOTES

1. Voir par exemple : Tom Brass et Marcel van der Linden (éd.), *Free and Unfree Labour: The Debate Continues*, New York, Peter Lang, 1997 ; Alessandro Stanziani (dir.), *Le travail contraint en Asie et en Europe. XVII^e-XX^e siècles*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2010.

2. L'ouvrage reprend et approfondit certains propos contenus dans un livre précédent : Alessandro Stanziani, *Labor on the Fringes of Empire: Voice, Exit and the Law*, New York, Palgrave Macmillan, 2018.

3. Yann Moulier Boutang, *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

AUTEURS

FERRUCCIO RICCIARDI

Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (LISE, CNRS et CNAM, UMR 3320). E-mail : ferruccio.ricciardi@lecnam.net